

Changer l'Europe, maintenant !



Le 7 juin, il est essentiel que le Parti Socialiste Européen (PSE) devienne la 1^{re} force politique au Parlement Européen, seul ou avec ses partenaires de gauche !

1. **Une nouvelle majorité socialiste, car le Parlement Européen dispose d'un pouvoir législatif conjoint avec le Conseil** des ministres de l'Union Européenne, où siègent les représentants des États, majoritairement de droite.
2. **Une nouvelle majorité socialiste, car c'est le Parlement Européen qui approuve (ou non) le Président de la Commission Européenne**, puis l'ensemble des Commissaires européens, proposés par le Conseil. Ce choix s'effectuera « **en fonction des résultats des élections européennes** ». Le Parlement Européen dispose aussi d'un **pouvoir de censure de la Commission Européenne**, entraînant sa démission collective. Rappelons que la Commission Européenne a le monopole de proposition des projets de « loi européenne ».
3. **Une nouvelle majorité socialiste, car c'est le Parlement Européen qui a la décision finale sur le Conseil pour le vote du budget** de l'Union Européenne (134 Milliards d'Euros).
4. **Une nouvelle majorité socialiste, car le Parti Socialiste Européen s'est fait le défenseur de la protection des droits et intérêts des citoyens européens**, par exemple contre la directive « Bolkestein » ou les dérogations à la semaine de travail de 48 heures maximum, soutenues par la droite européenne !
5. **Une nouvelle majorité socialiste, car le Parti Socialiste français s'est mis d'accord, avec ses partenaires socialistes des 27 pays de l'Union Européenne réunis au sein du PSE, sur un programme commun, le « Manifesto ».**

Voter Socialiste le 7 juin, c'est voter pour :

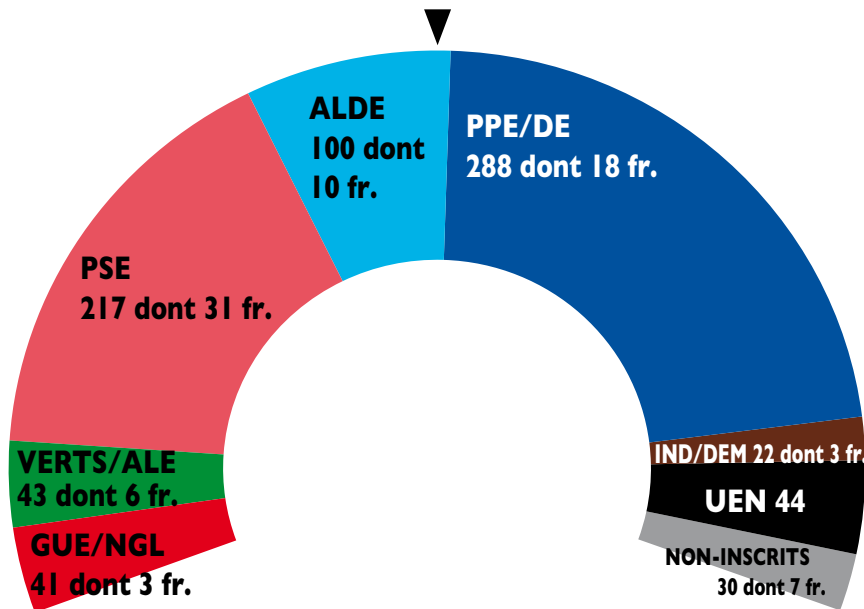
- un encadrement strict et renforcé des marchés financiers et la fin des paradis fiscaux ;
- un objectif de soutien de la croissance et de l'emploi assigné à la Banque Centrale Européenne ;
- une augmentation du budget européen, mobilisé plus massivement pour le retour des travailleurs à l'emploi et pour la formation professionnelle tout au long de la vie ;
- des objectifs convergents en matière de politiques nationales de solidarité, de santé et d'éducation afin de lutter contre les inégalités ;
- la création d'allocations sociales suffisantes, dans chaque pays de l'Union Européenne, pour tous les retraités, chômeurs et invalides ;
- la mise en place d'un salaire minimum décent dans tous les pays de l'Union Européenne ;
- la fixation d'une durée maximale du travail compatible avec la santé et la sécurité au travail ;
- le renforcement de la participation des travailleurs au processus de décision dans les entreprises ;
- une directive européenne garantissant la préservation des services publics nationaux ;
- le renforcement de la prise en compte des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des contrats et marchés publics européens ;

**Alors, le 7 JUIN, 1 SEUL TOUR :
VOTEZ UTILE, VOTEZ SOCIALISTE !**



www.changerleurope.fr

Changer l'Europe, maintenant !



Aujourd'hui les groupes PPE (Conservateurs, dont UMP), ALDE (libéraux-centristes, dont MODEM), et les nationalistes des groupes UEN et IND (dont MPF de Villiers) ont une large majorité au Parlement Européen

La droite a donc une grande responsabilité dans la situation actuelle de l'Europe, avec Barroso, actuel Président de la Commission européenne et Représentant de la droite, des libéraux et des centristes.

La droite au pouvoir depuis 2004 au Parlement européen, c'est :

- La **directive Bolkestein** sur les services qui aurait imposé le droit du travail des pays européens les moins protecteurs aux travailleurs de l'Union européenne, y compris pour les services publics ;
- La **directive sur le temps de travail** et sa clause dérogatoire qui permet d'étendre la semaine de travail jusqu'à 65 heures. La droite européenne vient de confirmer son refus de supprimer cette dérogation ;
- La **directive retour**, rebaptisée « directive de la honte », car elle permet, entre autres, de maintenir en rétention les immigrés pendant dix-huit mois ;
- Le **rejet systématique de toute réglementation du monde de la finance**, malgré les alertes. Depuis 2008, c'est **le refus catégorique d'agir contre la crise** par un vrai plan de relance **à l'échelle européenne**.

Le programme de la droite européenne pour 2009 à 2014, c'est :

- La seule priorité sur 10 relative à la crise et intitulée « des réponses pragmatiques et ciblées à la crise financière ». Des réponses ciblées, cela veut dire surtout pas de réforme en profondeur : ils veulent simplement sauver le système existant, et non pas le changer !
- La généralisation du « temps partiel » et de la flexibilité pour accélérer la reprise. C'est la continuité avec la politique de précarisation menée depuis 2004.
- L'achèvement d'un Marché unique « efficace », y compris la libéralisation de l'accès à la santé. En clair : même les services publics seraient soumis aux règles de la concurrence !
- Le refus renouvelé de toute hausse du budget européen. C'est l'assurance que l'Europe sera incapable d'investir dans la croissance verte et dans la recherche pour notre avenir.

Le 7 juin,

**Changer là-bas, pour Changer ici
votons socialiste avec Harlem DESIR**

**pour dire STOP à la politique libérale
de Sarkozy-Barroso-Berlusconi**



www.changerleurope.fr